



Retraites, emploi, conditions de travail, salaires agir pour gagner !

Par leur participation massive aux journées de grève et aux manifestations, les agents de la DGFIP ont démontré leur opposition déterminée au projet gouvernemental de réforme des retraites. La mobilisation des salariés du public et du privé s'est inscrite dans la durée, elle s'amplifie et, avec 3 millions de manifestants, la journée du samedi 2 octobre a une nouvelle fois montré que le mécontentement était profond et durable.

La réforme du système des retraites est injuste et inefficace : elle débouchera sur une baisse du niveau des pensions et touchera essentiellement les salariés. Elle n'assurera pas durablement le financement des retraites, qui est au cœur du système et qui doit passer par une meilleure répartition des richesses ainsi qu'une véritable politique de l'emploi et non par une réduction du montant des pensions...

Dès le 23 mars 2010, sur la base d'une plate-forme unitaire portant sur les missions, l'emploi, les conditions de travail, les rémunérations, les carrières et les pensions, l'intersyndicale de la DGFIP dénonçait toute tentative de remise en cause du système de retraites et en faisait un axe revendicatif prioritaire.

L'intersyndicale DGFIP refuse l'allongement de la durée de cotisations et l'augmentation de 2,7 % de la retenue pour pension. Elle revendique :

- L'amélioration du statut de la Fonction publique et du code des pensions,
- le maintien du départ à 60 ans à taux plein et l'abandon des mécanismes de décote,
- l'intégration des primes dans le calcul de la pension de retraite.

L'engagement des agents de la DGFIP et de leurs organisations syndicales dans le conflit des retraites montre à chaque journée que la mobilisation est parmi les plus élevées de la fonction publique.

Ce profond mécontentement a conduit l'intersyndicale à adresser le 1^{er} octobre une lettre au Directeur général pour lui demander une audience après le 12 octobre, date de la nouvelle journée de grève et de manifestations, sur la base de la plateforme revendicative unitaire.

Les syndicats de la DGFIP lui ont annoncé leur décision de suspendre au plan national leur participation aux groupes de travail prévus dans cette période.

Le système des retraites relève d'un choix de société ; il doit continuer à reposer sur la solidarité entre les générations et être basé sur la répartition. Il en va de même des choix budgétaires. Alors que le projet de budget pour 2011 marqué par la rigueur prévoit la suppression de 2 667 emplois à la DGFIP, la côte d'alerte pour les agents, le public et les missions est aujourd'hui dépassée !

Dans un tel contexte, les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT, FO, CFTD, CFTC et UNSA appellent à agir, collectivement et dans l'unité, dans tous les services de la DGFIP, en réunissant le plus grand nombre d'agents :

- par les formes d'actions multiples (rassemblements, occupations, arrêts des téléphones, diffusions de tracts...) visant l'interpellation des responsables administratifs sur la base de la plateforme unitaire nationale « missions, emploi, conditions de travail, rémunérations, carrières et pensions »,
- par l'interpellation des parlementaires au moyen de la lettre intersyndicale,
- par la participation aux actions interprofessionnelles décidées localement,
- par la préparation de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du 12 octobre prochain.

Unis pour gagner, toutes et tous dans l'action !

Le 5 octobre 2010